

DÉCLARATION COMMUNE

« ENSEMBLE POUR LE PEUPLE ARMENIEN »

THÉÂTRE DU PALAIS ROYAL – LUNDI 6 DÉCEMBRE 2021

www.pour-le-peuple-armenien.com

SIGNATAIRES :

François ALFONSI (Les Verts / AFE)

François-Xavier BELLAMY (Parti populaire européen)

Sylvie GUILLAUME (Socialistes & Démocrates)

Nathalie LOISEAU (Renew Europe)

...

Nous, parlementaires européens issus de groupes politiques différents, avons choisi de nous réunir dans un esprit transpartisan pour réaffirmer notre solidarité et celle du peuple français avec le peuple arménien.

Nous n'oublions pas. Nous n'oublions pas le génocide dont le peuple arménien a été victime, le premier du XXème siècle, celui dont Serge Klarsfeld a dit : « Sans le génocide arménien, la Shoah n'aurait pas eu lieu ». Nous appelons la Turquie, comme nous l'avons fait à plusieurs reprises et récemment encore par un vote en mai de cette année au Parlement européen, à reconnaître clairement et sans ambiguïté le génocide commis en 1915.

Nous n'oublions pas. Nous n'oublions pas les morts, les blessés, les civils déplacés. Des milliers de vies fauchées, des milliers de jeunes blessés à vie, des milliers de familles forcées à quitter leur domicile et précipitées dans la précarité, des centaines de prisonniers dont on est sans nouvelles, que l'Azerbaïdjan garde captifs au mépris du droit, plus d'un an après la fin théorique des combats au Haut-Karabakh.

Nous enjoignons l'Azerbaïdjan à les libérer sans délai, sans distinction, sans condition et sans marchandage, conformément à ses propres engagements dans l'accord de cessez-le-feu, car il s'agit tout simplement d'une obligation légale au regard du droit international, en plus d'un devoir moral.

Nous exhortons tous les protagonistes à faciliter le déminage des zones concernées, et l'Union européenne à contribuer à cette démarche essentielle pour rétablir la confiance et la sécurité de tous.

Nous appelons au départ immédiat de la région de tous les mercenaires, et aux poursuites contre les auteurs des crimes de guerre qui ont été commis. Les États comme les individus impliqués devront rendre

des comptes. Même les conflits ont leurs règles, qu'on ne bafoue pas impunément. Il n'y aura pas de paix durable sans justice.

Nous encourageons toutes les bonnes volontés à se réunir pour soutenir les blessés de guerre et leurs proches. Nous saluons le travail exemplaire mené par la Maison du Soldat de Erevan et par les médecins français qui se sont rendus spontanément aux côtés des jeunes blessés pour leur venir en aide. Nous soutenons la demande de partenariat entre la Maison du Soldat de Erevan et l'Institution Nationale des Invalides.

Nous ne comprenons pas. Nous ne pouvons pas comprendre la timidité des organisations internationales, que l'on s'attendrait à voir beaucoup plus présentes au cœur d'un conflit qui n'a plus rien d'un conflit gelé. Qui pour soutenir les civils déplacés, repliés sur Stepanakert ou Erevan ? Où est le HCR ? Qui pour protéger le patrimoine culturel arménien menacé et déjà en partie défiguré ? Que fait l'UNESCO ? Où est l'OSCE, que fait le groupe de Minsk, depuis combien de temps n'est-il pas allé sur le terrain ? Pourquoi laisser à la Russie le monopole de la surveillance du cessez-le-feu ? Nous attendons de la communauté internationale autre chose que des déclarations de bonnes intentions, car elles ne suffisent pas.

Preuve en est : à trop regarder ailleurs, la communauté internationale a donné à l'Azerbaïdjan le sentiment que la partie n'était pas finie, qu'il pouvait poursuivre son agression et s'en prendre à l'Arménie sans courir trop de risques. Nous avons vu les accrochages se multiplier, les frontières être bousculées, les ambitions de Bakou s'exprimer sans fard et sans provoquer de réaction à la hauteur. Nous appelons à un retrait des troupes azéries des positions qu'elles occupent illégalement et à un effort international soutenu pour la démarcation définitive des frontières.

Nous le savons, la question du statut final du Haut Karabakh, dont dépend le sort de la population arménienne qui y vit depuis des siècles, et où elle s'exprime à travers ses instances élues, ne se réglera pas en quelques semaines. Nous l'affirmons, elle n'est aujourd'hui pas réglée et doit respecter aussi bien le principe d'intégrité territoriale que celui d'autodétermination des populations concernées. Nous le répétons, aujourd'hui entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie et au Haut Karabakh, il y a un agresseur et des agressés. Il y a un État qui recourt à la violence et à l'action militaire face à un peuple, le peuple arménien, qui aspire à vivre en paix et qui n'oublie pas qu'on a voulu le rayer de la surface de la terre. Nous non plus, nous ne l'oublions pas.

